

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1954 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, et notamment l'article 15, les articles 16, 17 et 18, modifiés par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 10 décembre 1986, l'article 19 et l'article 20, modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1955;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 27 mars 1987 autorisant la pêche la nuit dans certains eaux, modifié par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 18 novembre 1987;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et notamment l'article 13, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la période d'essai en cours n'a pas fourni assez de données représentatives;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 27 mars 1987 autorisant la pêche la nuit dans certaines eaux, la date du « 31 décembre 1988 » est remplacée par celle du « 31 mars 1990 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1988.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature
et de la Rénovation rurale,

T. KELCHTERMANS

MINISTRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 89 — 183

1 DECEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant règlement du fonctionnement de la Chambre de langue française de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés et fixant le montant des jetons de présence, des frais de déplacement et autres frais accordés au président, aux membres et aux experts

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapé, notamment les articles 10 et 11;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des Actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} février 1988 portant nomination du président et des membres, de la chambre de langue française de la Commission consultative du Fonds des soins-médoco-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de revoir au plus tôt les règles de fonctionnement de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés en vue de les adapter à la situation nouvelle née de la nomination de ses membres par l'Exécutif de la Communauté française et de fixer le montant des indemnités et rémunérations accordées au président, aux membres et aux experts;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé et vu la délibération de l'Exécutif du 8 juillet 1988,

Arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté il y a lieu d'entendre par :

1^o Commission consultative, la Chambre de langue française de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

2^o Le Ministre, le Ministre-membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'aide sociale dans ses attributions.

Art. 2. La Commission consultative a son siège à Bruxelles.

Elle est convoquée par le président chaque fois que celui-ci le juge nécessaire pour l'instruction régulière des affaires.

La convocation mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion, accompagnée du procès-verbal de la réunion précédente, elle est envoyée aux membres cinq jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai ne doit pas être respecté.

Art. 3. En cas d'absence ou d'empêchement du président, il est remplacé par le membre le plus âgé.

Art. 4. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint est chargé notamment de la tenue du registre et de la rédaction des procès-verbaux et du rapport annuel.

Art. 5. La Commission consultative ne siège valablement que si quatre membres au moins y compris le président sont présents.

Elle décide à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le vote se fait par assis et levé.

La Commission consultative siège à huis-clos.

Art. 6. La Commission consultative peut constituer en son sein, des sections permanentes spécialement chargées de l'examen des cas se rapportant à certaines maladies ou infirmités.

Art. 7. Un rapporteur peut être désigné pour chaque affaire, soit par le président, soit par la section permanente à laquelle l'affaire a été confiée.

Le nom du rapporteur, avec l'indication des affaires qu'il instruit et la mention de la date à laquelle l'affaire lui a été confiée, est inscrit par le secrétaire dans un registre à ce destiné.

Art. 8. Chaque année, la Commission consultative fait parvenir au Ministre un rapport écrit sur les activités.

CHAPITRE II. — *La procédure devant la Commission consultative*

Art. 9. Le demandeur de l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ainsi que les autres personnes morales et physiques à qui l'arrêté du Gouverneur a été notifié peuvent dans les trente jours qui suivent la date de la notification, introduire un recours auprès du Ministre, par recommandé à la poste.

Le recours mentionne :

1° les nom, prénoms et domicile de la personne au profit de qui l'intervention du Fonds a été sollicitée;

2° les noms, prénoms, qualité et domicile du requérant;

3° la date de l'arrêté du Gouverneur;

4° les motifs invoqués à l'appui de la requête.

Le recours porte la signature du requérant.

Art. 9bis. Le Ministre transmet le dossier complet à la Commission consultative. Le requérant peut, dans un délai de dix jours consulter le dossier et introduire un mémoire justificatif.

Il est entendu par la Commission s'il en fait la demande et peut se faire assister par une personne de son choix. La Commission consultative fixe les jour et heure de l'audition et en informe l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

Art. 10. Pour l'accomplissement de ses tâches, la Commission consultative a le droit de prendre toutes mesures d'instruction ou de procéder à toutes investigations qu'elle juge utiles.

Si l'instruction révèle la nécessité d'un interprète, la Commission consultative peut se faire aider des services d'un interprète.

Art. 11. Le requérant est tenu de fournir dans un délai de quinze jours tous les renseignements ou documents qui lui sont réclamés par la Commission consultative.

A défaut de les recevoir, la Commission consultative peut clore l'instruction.

Art. 12. La Commission consultative est chargée de communiquer au Ministre, dans un délai de deux mois, son avis concernant les recours introduits contre les décisions prises par le Gouverneur.

Ces avis sont motivés et mentionnent les nom, prénoms et domicile de la personne qui fait l'objet du recours, l'identité du requérant et la date de l'audience.

Art. 13. Ces avis sont signés au nom de la Commission consultative par le président, le secrétaire ou le secrétaire adjoint et notifiés au Ministre.

CHAPITRE III. — *Prise en charge des frais de fonctionnement*

Art. 14. Le président et les membres de la Commission consultative peuvent prétendre :

1° à un jeton de présence par séance d'au moins trois heures dont le montant est fixé à 500 F pour le président et à 400 F pour les membres;

2° au remboursement des frais de parcours conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

3° au remboursement des frais de séjour, conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Pour l'application du présent article, le président est assimilé aux agents titulaires d'un grade classé dans un des rangs 15 à 17; les autres membres sont assimilés aux agents titulaires d'un grade classé dans un des rangs 10 à 14.

Art. 15. Le président et les membres de la Commission consultative sont autorisés à faire usage de leur voiture personnelle pour les déplacements nécessités par l'exécution de leur mission. Dans ce cas, ils reçoivent une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'une voiture personnelle.

Art. 16. Le montant des honoraires alloués aux médecins spécialistes désignés par la Commission consultative en application de l'article 10, du présent arrêté est fixé conformément aux tarifs de remboursement en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 17. Sont à charge de la Communauté française, les jetons de présence, les frais de parcours et de séjour ainsi que les honoraires des médecins et les autres dépenses relatives au fonctionnement de la Commission consultative.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 18. Sont abrogés pour ce qui concerne la Communauté française :

1° l'arrêté royal du 10 février 1970 réglant le fonctionnement de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

2° l'arrêté royal du 30 juillet 1968 déterminant les sièges des chambres de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Le Ministre qui a l'aide sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 1^{er} décembre 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 163

1 DECEMBER 1988. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve houdende regeling van de werking van de franstalige kamer van de Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten en vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en van de tegemoetkoming voor reiskosten en andere kosten, toegekend aan de voorzitter, de leden en de deskundigen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, inzonderheid op de artikelen 10 en 11;

Gelet op het besluit van de Executieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, inzonderheid op de artikelen 23 en 24;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 februari 1988 tot benoeming van de voorzitter en van de leden van de franstalige kamer van de Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de regels voor de werking van de Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten zo spoedig mogelijk herzien dienen te worden met het oog op de aanpassing van deze aan de nieuwe toestand die is ontstaan uit de benoeming van haar leden door de Franse Gemeenschapsexecutieve en op de vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en bezoldigingen toegekend aan de voorzitter, de leden en de deskundigen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 8 juli 1988 genomen beslissing,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1^o Adviserende Commissie, de franstalige kamer van de Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

2^o De Minister, de Minister-lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort.

Art. 2. De Adviserende Commissie heeft haar zetel te Brussel.

Ze wordt door de voorzitter bijeengeroepen telkens als deze het noodzakelijk acht voor het regelmatige onderzoek van de zaken.

De oproepingsbrief vermeldt de plaats, de dag en het uur van de vergadering. Samen met de notulen van de vorige vergadering wordt hij aan de leden vijf volle dagen vóór de datum van de vergadering gestuurd. In spoedgevallen hoeft deze termijn niet in acht te worden genomen.

Art. 3. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter, wordt deze door het oudste lid vervangen.

Art. 4. De secretaris of de adjunct-secretaris is inzonderheid belast met het houden van het register en met het opmaken van de notulen en het jaarlijks verslag.

Art. 5. De Adviserende Commissie houdt slechts dan op geldige wijze zitting wanneer ten minste vier leden, onder wie de voorzitter, aanwezig zijn.

Ze beslist bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

De stemming gebeurt bij zitten en opstaan.

De Adviserende Commissie houdt zitting met gesloten deuren.

Art. 6. De Adviserende Commissie kan in haar midden permanente afdelingen oprichten die speciaal belast zijn met het onderzoek van gevallen die betrekking hebben op bepaalde ziekten of gebrekkigheden.

Art. 7. Er kan een verslaggever voor elke zaak worden aangewezen, hetzij door de voorzitter, hetzij door de permanente afdeling die met de zaak werd belast.

De naam van de verslaggever met vermelding van de zaken die hij onderzoekt en van de datum waarop hij met de zaak werd belast, wordt door de secretaris in een daartoe bestemd register opgeschreven.

Art. 8. Elk jaar stuurt de Adviserende Commissie aan de Minister een schriftelijk verslag over haar activiteiten.

HOOFDSTUK II. — *De procedure van de Adviserende Commissie*

Art. 9. De persoon die de tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten aanvraagt alsook de andere rechts- en natuurlijke personen aan wie het besluit van de Gouverneur werd betekend, kunnen, binnen de dertig dagen na de betekening, bij een ter post aangetekend schrijven, een beroep instellen bij de Minister.

Het beroep vermeldt :

1° de naam, voornamen en woonplaats van de persoon voor wie de tegemoetkoming van het Fonds werd aangevraagd;

2° de naam, voornamen, de hoedanigheid en de woonplaats van de verzoeker;

3° de datum van het besluit van de Gouverneur;

4° de redenen die ter staving van het verzoek worden aangevoerd.

Het beroep draagt de tekening van de verzoeker.

Art. 9bis. De Minister zendt het volledige dossier aan de Adviserende Commissie door. De verzoeker kan, binnen een termijn van tien dagen, het dossier raadplegen en een memorie tot staving indienen.

Hij wordt, zo hij dit aanvraagt, door de Commissie gehoord en mag zich door een persoon van zijn keuze doen bijstaan. De Adviserende Commissie stelt de dag waarop en het uur waarom hij zal worden gehoord vast, en brengt dit ter kennis van de betrokkene bij een ter post aangetekend schrijven.

Art. 10. Voor de uitvoering van haar opdrachten, heeft de Adviserende Commissie het recht alle onderzoeksmaatregelen te treffen en alle navorsingen te ondernemen die ze dienstig acht.

Indien dit voor het onderzoek noodzakelijk blijkt, mag de Adviserende Commissie zich door een tolk doen helpen.

Art. 11. De verzoeker is gehouden alle hem door de Adviserende Commissie gevraagde inlichtingen of bescheiden binnen een termijn van veertien dagen te verstrekken.

Indien ze die niet ontvangt, kan de Adviserende Commissie het onderzoek sluiten.

Art. 12. De Adviserende Commissie is ermee belast, binnen een termijn van twee maanden, haar advies over de beroepen ingesteld tegen de beslissingen van de Gouverneur aan de Minister mede te delen.

Dit advies is met redenen omkleed en vermeldt de naam, voornamen en woonplaats van de persoon voor wie het beroep wordt ingesteld, de identiteit van de verzoeker en de datum waarop hij zal worden gehoord.

Art. 13. Dit advies wordt in naam van de Adviserende Commissie door de voorzitter, de secretaris of de adjunct-secretaris getekend en aan de Minister betekend.

HOOFDSTUK III. — *Betaling van de werkingskosten*

Art. 14. De voorzitter en de leden van de Adviserende Commissie kunnen aanspraak maken op :

1° een presentiegeld voor elke vergadering van ten minste drie uur, waarvan het bedrag op 500 F voor de voorzitter en op 400 F voor de leden vastgesteld wordt;

2° de terugbetaling van de reiskosten, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

3° de terugbetaling van de verblijfskosten, overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

Voor de toepassing van dit artikel, wordt de voorzitter gelijkgesteld met de ambtenaren die titularis zijn van een graad die in een van de rangen 15 tot 17 ingedeeld is; de andere leden worden gelijkgesteld met de ambtenaren die titularis zijn van een graad die in een van de rangen 10 tot 14 ingedeeld is.

Art. 15. De voorzitter en de leden van de Adviserende Commissie worden toegelaten van hun eigen wagen gebruik te maken voor de reizen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van hun opdracht. In dat geval krijgen ze een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat zou zijn betaald in geval van gebruik van gemeenschappelijke vervoermiddelen.

De Franse Gemeenschap dekt niet de risico's die uit het gebruik van een eigen wagen voortvloeien.

Art. 16. Het bedrag van de erelonen toegekend aan de geneesheren-specialisten die door de Adviserende Commissie bij toepassing van artikel 10 van dit besluit worden aangewezen, wordt vastgesteld overeenkomstig de terugbetalingstarieven inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 17. Worden door de Franse Gemeenschap betaald, het presentiegeld, de reis- en verblijfskosten alsook de erelonen van de geneesheren en de andere uitgaven in verband met de werking van de Adviserende Commissie.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 18. Opgeheven worden voor wat de Franse Gemeenschap betreft :

1° het koninklijk besluit van 10 februari 1970 tot regeling van de werking van de Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

2° het koninklijk besluit van 30 juli 1968 tot bepaling van de zetels van de kamers der Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. De Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 december 1988.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting,

V. FEAUX